

## **Guinée : les violences contre les populations civiles doivent cesser**

Coordination SUD, la plateforme de coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale porte les préoccupations de ses membres en matière de droits humains et d'action humanitaires qui entourent les processus électoraux dans plusieurs pays de son champ d'intervention. Elle exprime particulièrement son inquiétude sur la situation qui prévaut aujourd'hui en République de Guinée.

### **Violations des droits humains et des libertés fondamentales**

Coordination SUD appelle le gouvernement de la République de Guinée :

- A l'arrêt immédiat des violences étatiques contre les civil·e·s, qui sont exacerbées depuis le vote de l'élection présidentielle du 18 octobre 2020, et d'une manière générale, à la retenue à l'endroit de la société civile guinéenne et des populations ;
- A la cessation de l'usage répété de la violence par les forces de police notamment avec armes à feu et tirs à balles réelles sur la population : depuis le 19 octobre, au moins 9 personnes ont été tuées selon le dernier communiqué d'Amnesty International du 25 octobre 2020. Cette même organisation précise que *« d'autres sources non encore confirmées laissent entendre que plusieurs dizaine de personnes pourraient avoir été tuées »*. Elle ajoute que *« le nombre de blessé·e·s comptabilisé·e·s dans les hôpitaux les 19 et 21 octobre est d'au moins 29 »* ;
- Au respect des libertés fondamentales de manifester, d'aller et venir, d'expression de chaque citoyen·ne ;
- A faire cesser le blocus militaire, issu du déploiement de l'armée dans les quartiers et les grands axes des villes du pays, et qui crée une situation d'embargo pour les populations qui ne peuvent sortir pour aller chercher de quoi se nourrir.

### **Une situation humanitaire préoccupante**

Coordination SUD demande à ses organisations membres présentes sur le territoire guinéen, de renforcer leurs actions humanitaires et d'appui aux projets de développement en direction des populations déjà en situation de grande précarité et qui se retrouvent piégées chez elles, incapables de survenir à leurs besoins vitaux.

### **Sur le processus démocratique en cours dans tous les pays**

Coordination SUD demande l'arrêt de l'exacerbation du communautarisme ethnique pour diviser la société, et exhorte tous les gouvernements au respect des principes de transparence et d'équité durant les processus démocratiques et électoraux en cours dans leurs pays, en particulier au respect des droits de leurs citoyen·ne·s et de la société civile.

En lien avec la présente déclaration, le Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations (Forim) a, conjointement avec la Coordination des associations guinéennes de France (CAGF), publié la tribune « *Réaffirmons notre droit à la démocratie* » ci-jointe et que Coordination SUD appuie.